



SOCIÉTÉ

# En Guyane, le défi de la scolarisation

Le mouvement social réclame  
la construction de 10 collèges,  
500 classes de primaire et 5 lycées.

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

**ÉDUCATION** Enseigner en Guyane ? C'est un peu « *ce que vivaient les instituteurs du XX<sup>e</sup> siècle dans des lieux reculés où le français n'était pas la langue des enfants et où certaines familles plaçaient tous leurs espoirs dans l'école, tandis que d'autres n'en voyaient pas l'intérêt. Mais le climat et la latitude étaient différents.* » C'est en ces termes que Jean-Michel Blanquer, ancien « dgesco » (numéro 2 de la Rue de Grenelle) et actuel patron de

l'Essec, parle de son expérience de recteur de Guyane entre 2004 et 2006 (1). Zones reculées où l'on n'accède qu'en pirogue, croissance démographique élevée (+2,4% par an) rendant urgente la construction de nouvelles écoles, problème de maîtrise du français, la langue d'apprentissage... En Guyane, l'éducation est un défi aussi difficile à relever qu'incontournable. Dans ce département français d'Amérique du Sud, le taux de non-scolarisation s'élève à 3,2 % pour les 6-11 ans et 3,4 % pour les 12-16 ans, selon une note de l'Insee de 2014.



Des manifestants assistent à une réunion organisée par des syndicats d'enseignants, devant le rectorat, le 27 mars, à Cayenne. AMIET/AFP

Depuis le début du mouvement social emmené par le collectif « Pou La Gwiyann dékolé », l'école, tout comme la justice, la sécurité et la santé, fait partie des secteurs sur lesquels les négociations avec le gouvernement achoppent. Depuis une dizaine de jours, tous les établissements ont fermé leurs portes, par mesure de sécurité.

### « Pas de place au lycée »

Le pôle éducation du collectif reprend des revendications anciennes. Et avant tout la construction de 10 collèges, 500 classes de primaire et 5 lycées. Le gouvernement est prêt à débloquer 400 millions d'euros. Quand le collectif en demande 450.

Loin des zones les plus dynamiques sur le littoral, à Cayenne ou Kourou, certains sites sont totalement enclavés, le long des fleuves Maroni à l'ouest et Oyapok à

l'est. « Chaque année, 800 à 1 000 collégiens (2) ne trouvent pas de place au lycée. Dans le meilleur des cas, ils redoublent. Certains parents les envoient en famille d'accueil à Saint-Laurent ou Cayenne, mais ils rentrent souvent chez eux sans diplôme... D'autres errent ou tombent dans la délinquance et font les "mules" », explique Pascal Briquet, professeur de lettres classiques au collège Justin Catay à Cayenne et secrétaire régional de l'Unsa-éducation en Guyane. Dans certains villages amérindiens, il n'y a pas de collège. C'est en traînant généralement des pieds que les jeunes enseignants, essentiellement venus de métropole, rejoignent ces territoires isolés, où ils reçoivent une prime de 90 euros par mois. « Il faut accompagner financièrement la formation d'enseignants issus de ces lieux reculés, insiste Pascal Briquet. Les élèves ont besoin de voir des adultes qui leur ressemblent. » Et

peut-être aussi d'un recteur guyanais, comme le réclamait en janvier dernier un collectif qui avait bloqué le rectorat.

En Guyane, le problème de la maîtrise du français est réel, avec une population composée de créoles, d'Amérindiens, de Noirs marrons et une forte immigration faite de Sud-Américains mais aussi de Chinois. « Certains élèves arrivent à 12 ans sans avoir été scolarisés dans leur pays d'origine », explique Mickaël Richardson, secrétaire académique du Snalc et enseignant en collège à Cayenne. Dans un tel contexte, une quarantaine de professeurs « Intervenants en langue maternelle » (ILM) interviennent en Guyane. Un effectif que le gouvernement s'est engagé à multiplier par deux, alors que le collectif en demande 400. ■

(1) L'École de la vie, 2014, Odile Jacob.

(2) 81 958 élèves sont scolarisés en Guyane dans 170 écoles, 31 collèges et 13 lycées.



## Cazeneuve juge « irréaliste » l'aide de 2,5 milliards d'euros réclamée par le collectif

Prônant la poursuite du dialogue, le premier ministre, Bernard Cazeneuve, a toutefois qualifié lundi d'« irréaliste » le montant de l'aide réclamée par le collectif guyanais impliqué dans le conflit social. Le gouvernement a proposé un plan d'un milliard d'euros, mais le mouvement protestataire en réclame plus du double. « Je ne m'engagerai que sur ce que je sais pouvoir tenir », a déclaré le premier ministre, avec à ses côtés 12 membres du gouvernement, dont la ministre de l'Outre-Mer, Ericka Bareigts, et le ministre de l'Intérieur, Mathias Fekl. Bernard Cazeneuve a précisé que 11 accords déjà « trouvés » portaient « sur des sujets essentiels comme la sécurité et la justice, la pêche, les transports, le bâtiment, les travaux

publics, le tourisme, les mines, le développement de l'agriculture, l'énergie ».

Sur place, la mobilisation se durcit. Le collectif « Pou La Gwiyann dékolé » avait annoncé dimanche rentrer « dans un rapport de force avec l'État » et avait demandé aux magasins de rester fermés lundi dans le cadre d'une « opération ville morte ». À Cayenne, le mouvement des « 500 frères contre la délinquance » a ordonné aux boutiques de la ville de baisser le rideau, des membres du groupe circulant pour s'assurer de la bonne exécution de la consigne. « Les méthodes des "500 frères" sont inadmissibles. Ils sont vraiment dangereux », a dénoncé une source gouvernementale.